À l'attention de Monsieur le Premier Ministre, Sébastien Lecornu

À Paris, le 13 novembre 2026

Objet : Votre soutien à la restriction universelle des PFAS

Monsieur le Premier Ministre,

Au nom des organisations Générations Futures, Notre Affaire à Tous, Bloom, Yuka, Projet NK, WECF, Solidaires, Respire, Zero Waste France, France Nature Environnement et la CRI, nous vous écrivons pour vous demander de **soutenir publiquement le futur projet de restriction universelle des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS)**. L'appui de la France - pays précurseur avec sa loi PFAS de 2025 - est absolument crucial pour faire adopter une réglementation européenne ambitieuse.

Le marché unique et la libre circulation des biens rendent indispensable une action au niveau européen à ce sujet, puisque la nourriture contaminée par les PFAS (œufs, poissons, etc.) est vendue librement sur notre continent, propageant ainsi les polluants éternels à travers les frontières. La pollution des PFAS est diffuse et contamine également l'air et l'eau des Européens et Européennes, touchant ainsi tous les citoyens et les citoyennes, sans distinction de nationalité. Cet état de fait rend d'autant plus important un encadrement au niveau européen.

Comme cela fut rappelé par Roland Lescure - aujourd'hui ministre de l'Économie - en 2024 lors de l'examen de la loi PFAS, "*nous devons continuer d'agir [...] en Européens, en mettant à profit la force du marché unique et de l'expertise scientifique collective*". Saisissons l'opportunité à venir pour prouver que l'Union européenne peut être le théâtre d'avancées positives pour les Françaises et les Français.

À la fin du mois de décembre, l'agence européenne des produits chimiques (ECHA) publiera son avis final concernant cette restriction universelle. À partir de cet avis, la Commission européenne aura trois mois pour publier la proposition officielle de restriction. Dans le cadre de ce processus, **la France doit tout mettre en œuvre pour obtenir une proposition ambitieuse, à la hauteur des enjeux sanitaires et environnementaux**. En effet, la contamination de l'environnement aux PFAS constitue un problème majeur de santé publique qui nécessite des mesures adaptées. À travers l'Europe, plus de 23 000 sites sont déjà pollués par ces polluants éternels, auxquels s'ajoutent 21 500 sites suspects. On estime à 12,5 millions le nombre d'Européens qui consomment de l'eau contaminée.

L'impact économique des polluants éternels est lui aussi considérable, puisque le Conseil nordique des ministres estime les coûts de santé publique de l'exposition aux PFAS de 52 à 84 milliards d'euros pour les pays de l'espace économique européen[1]. Ces coûts additionnels grandiront tant que nous n'agissons pas pour une restriction de ces substances au niveau européen.

En vue du Conseil européen de décembre prochain, un non-paper est actuellement en train de circuler auprès des États membres. Il vise à réaffirmer le soutien de nombreux États membres à une restriction universelle ambitieuse des PFAS, alignée sur les recommandations scientifiques des comités de l'ECHA. Ne pas voir la France soutenir cet appel serait incompréhensible, puisque notre pays s'est

[1] https://www.norden.org/en/publication/cost-inaction-0

toujours positionné en soutien d'une régulation européenne des PFAS. **Nous vous appelons donc non seulement à signer ce non-paper, mais également à être une force motrice au sein du Conseil pour convaincre nos alliés de soutenir le projet de restriction universelle des PFAS**.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à cette question urgente. Nous restons à votre disposition si vous souhaitez organiser une réunion afin d'approfondir ce sujet.

Dans l'attente de vos réponses, veuillez recevoir, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre considération respectueuse.

Signataires :

Nadine Lauverjat, Déléguée générale de Générations Futures

Jérémie Suissa, Délégué général de Notre Affaire à Tous

Laure Ducos, Directrice adjointe des campagnes chez BLOOM

Julie Chapon, co-fondatrice et dirigeante de Yuka

Camille Etienne, activiste pour la santé environnementale et Secrétaire générale de Projet NK

Véronique Moreira, présidente de WECF (Women Engage for a Common Future)

Tony Renucci, directeur général de Respire

Bastien Faure, Directeur de Zero Waste France

Julie Ferrua, co-déléguée générale de l'Union syndicale Solidaires

Nicolas Richard, président de France Nature Environnement

Amélie Boespflug, présidente de la Coalition de Résistance à l'Incinération (CRI)